



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE 2**

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

**Document relatif à l'action pour le contrat relatif à la construction de l'appareil de l'état (SBC II)**

**INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS**

**PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS**

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions: 5.4.1 «Subventions – appel à propositions (gestion directe) »

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'état (SBC II) Numéro CRIS: NE/FED/038-436 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Niger
<b>3. Document de programmation</b>	Programme Indicatif National (PIN) 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) Niger (2014-2020)
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Sécurité, gouvernance et consolidation de la paix
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 82 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 82 000 000 EUR dont 74 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 8 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Appui Budgétaire Gestion directe – Contrat d'Appui à la Consolidation de l'Etat Modalité de projet – Subventions – appel à propositions – Passation de marchés de services
<b>7. Code(s) CAD</b>	51010 – Appui Budgétaire Général

8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance			X
	Aide à l'environnement	X		
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)		X	
	Développement du commerce	X		
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant		X	
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X		
	Lutte contre la désertification	X		
	Atténuation du changement climatique	X		
	Adaptation au changement climatique	X		
<b>9. Domaine d'intervention du Plan d'action de La Valette</b>	Domaine 1.3: Faire face à l'instabilité et aux crises			
	Domaine 4: Prévenir la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains et lutter contre ces phénomènes			

## **RÉSUMÉ**

Le contexte général prévalant au Niger a évolué depuis la signature du PIN en 2014. En dépit des efforts indéniables du gouvernement, le pays est confronté à une montée en puissance des menaces qui dépassent ses capacités de réponse : multiplication des attaques de Boko-Haram sur le territoire national, menace grandissante d'attaques de groupes terroristes à partir des zones de retranchement dans les pays limitrophes, intensification du transit de migrants vers l'Europe et la Libye, ainsi que de la traite des personnes et des trafics illicites, augmentation des flux de réfugiés fuyant les crises du Nord-Mali et du Nigeria.

Ces facteurs viennent s'ajouter à une situation structurelle déjà fragilisée par des crises récurrentes, notamment alimentaires et liées au changement climatique. Le taux de pauvreté est estimé à 45% en 2014. La même année, l'Indice de Développement Humain est de 0,337, ce qui place le Niger au dernier poste du classement mondial. La population évolue à un rythme exponentiel avec un taux de croissance de 3,9%. Presque 70% de la population a moins de 25 ans. Un grand nombre de ces jeunes sont sans emploi, sans éducation ni formation, ni véritables perspectives d'avenir, ce qui les rend vulnérables et facilement malléables par les groupes terroristes et autres groupes criminels qui sévissent dans la sous-région.

La combinaison des facteurs d'insécurité, de pauvreté économique et de crise sociale qui fragilise le Niger est renforcé par son statut de pays d'asile et de transit, et axe incontournable pour les migrants dans leur projet de se rendre dans les pays du Maghreb voire l'Europe. Par ailleurs, les faibles moyens de l'Etat pour asseoir son autorité sur un territoire immense rend le contrôle des frontières difficiles, ce qui favorise la circulation transfrontalière des combattants, des groupes armés et des mouvements terroristes et constitue une source d'insécurité et une menace constante à la stabilité du Niger et des pays du Sahel en général.

Au niveau financier cette situation se reflète dans le fait que le financement extérieur représente en moyenne 34% des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 23,1% des dépenses réalisées de dépenses hors dette. Au niveau des dépenses en capital, ce financement extérieur représente 42% des prévisions budgétaires et presque un tiers des dépenses réalisées.

L'Etat Nigérien se retrouve ainsi dans une situation de fragilité qui justifie la conclusion d'un Contrat relatif à la Construction de l'Appareil de L'Etat en vue de renforcer certaines fonctions vitales de l'Etat. La logique d'intervention consiste à créer un espace budgétaire permettant d'appuyer à court terme les politiques les plus essentielles de l'Etat et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans certaines domaines ciblées (sécurité, justice pénale, gestion des finances publiques, mobilisation des recettes fiscales, santé) via l'appui aux réformes, l'appui complémentaire et le dialogue sur les politiques. Ceci afin de parvenir à moyen terme à une utilisation plus efficiente des ressources, à une meilleure qualité de la dépense publique et à une meilleure coordination et gestion de l'aide extérieure. La logique d'intervention est en synergie avec les engagements politiques du gouvernement à court terme et les processus de réforme en cours dans les domaines visés qui constituent autant de cadres d'opportunités sur lesquels appuyer le programme, notamment, la mise en œuvre des réformes UEMOA, la politique en matière de justice, la lutte contre la corruption, la sécurité, la lutte contre la migration irrégulière et la traite des personnes et la politique d'accès aux services de santé.

L'objectif global du programme est d'aider à éradiquer la pauvreté, de promouvoir une croissance durable et inclusive et de consolider la gouvernance démocratique et économique, en ligne avec les orientations du Programme Indicatif National, avec les axes 1 et 3 de la Stratégie Sahel de l'UE et l'Objectif de Développement Durable 16 "*Paix, justice et institutions efficaces*" qui a pour but de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces. Cet objectif global se décline en trois objectifs spécifiques:

- Accroître la capacité financière du gouvernement pour maintenir la paix, la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs des politiques à court terme.
- Soutenir le développement, la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption et l'égalité des genres.
- Développement des capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales, en particulier dans les domaines des finances publiques, de la sécurité, de la justice et de la santé.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1. Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

Le contexte général prévalant au Niger a évolué depuis la signature du PIN en 2014. Les attaques meurtrières de Boko Haram sur le territoire national (région de Diffa) se sont multipliées depuis février 2015, conduisant à accentuer l'engagement de l'armée nigérienne dans l'effort régional de lutte contre Boko-Haram, à des déplacements de population, à la saturation de la chaîne pénale, à des perturbations dans les échanges commerciaux et les flux financiers, à un accroissement imprévu des dépenses de l'Etat (notamment le paiement des salaires et frais de fonctionnement pour les forces de défense et de sécurité) et des pertes de recettes, qui pèsent lourdement sur la crédibilité du budget. La menace d'attaques de groupes terroristes à partir des zones de retranchement dans les pays limitrophes ne cesse de grandir comme le confirment les événements des derniers mois dans les capitales d'autres pays Sahéliens (Bamako, Ouagadougou), ce qui nécessite un travail important de prévention et de renseignement de la part des Forces de Sécurité du Niger. Les crises sécuritaires et humanitaires au Nord-Mali et au Nord-Ouest du Nigéria ont en outre alimenté d'importants flux de réfugiés sur le territoire national (environ 200 000 réfugiés et déplacés sur le sol nigérien). Par ailleurs, la migration irrégulière, via le Niger, vers la Libye et l'Europe n'a cessé de s'amplifier depuis deux ans avec son cortège de drames humains et ses conséquences socio-sécuritaires. L'Etat nigérien montre une réelle volonté pour faire face aux nouvelles menaces qui se présentent à lui (forte augmentation du budget accordé aux forces de défense et de sécurité, participation au G5 Sahel, élaboration de cadres politiques et stratégiques, participation au Sommet de La Valette) et pour satisfaire à ses obligations (accueil de réfugiés, partenariat régional et global dans le domaine de la sécurité, de la migration, de la lutte contre la criminalité transnationale, protection des droits humains). Toutefois, les nouveaux défis régionaux et globaux auxquels doit faire face à court terme le Niger, dépassent ses capacités actuelles de réponse, notamment en matière de contrôle des frontières, et l'Etat se retrouve dans une situation de fragilité sur laquelle il convient d'intervenir car ces facteurs conjoncturels sont venus à aggraver une situation déjà fragile dans un pays avec un taux de pauvreté de 45%, qui avec un indice de 0,337 en 2014 occupe le dernier poste du classement mondial de l'Indice de Développement Humain (IDH) et

qui est souvent victime de crises alimentaires récurrentes liées aussi à des phénomènes de désertification et changement climatique. Bien que les indicateurs socioéconomiques aient connu un accroissement significatif sur la dernière décennie, la demande sociale en biens et services publics reste très forte, en raison aussi d'une croissance démographique exponentielle (3,9%) en liaison avec un indice synthétique de fécondité élevé de 7,6 enfants par femme. Le niveau des indicateurs sectoriels met en exergue les grands défis relatifs à l'amélioration de la quantité et de la qualité de l'offre de services publics sociaux.

Dans ce contexte, il est apparu souhaitable de conclure un Contrat relatif à la Construction de l'Appareil de L'Etat (CCAÉ) sur deux ans couvrant la justice, y compris dans sa relation avec la migration (en lien avec le plan d'action de La Valette et la mise en place du Fonds Fiduciaire d'Urgence), la sécurité et la gestion des finances publiques ainsi que le dialogue sur la politique dans le secteur de la santé.

### ***1.1.1. Evaluation des politiques publiques et Cadre des politiques de l'Union Européenne***

Au terme de la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015), dont l'évaluation est en cours, et dans l'attente de la production et de l'adoption du PDES 2016-2020 et de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) 2035, le Gouvernement a pris l'option de la prorogation du PDES jusqu'à fin 2016 afin disposer d'un cadre d'action pour la politique économique et sociale en attendant l'installation des nouvelles autorités et la formulation d'un nouveau document.

La politique économique et financière du gouvernement est clairement définie dans le cadre du mémorandum (MPEF) adressé par le gouvernement au FMI en novembre 2015. Celle-ci vise : (i) le maintien de la stabilité macroéconomique; (ii) l'amélioration de l'exécution du budget tout en limitant l'accumulation des arriérés de paiements intérieurs, en particulier en renforçant les efforts de collecte d'impôts, le contrôle et la gestion des dépenses publiques; (iii) l'amélioration de la gestion de la dette; (iv) l'amélioration de la transparence dans les secteurs miniers et pétroliers; et (v) le soutien au développement des secteurs privé et financier. Le Niger dispose de capacités relativement solides de gestion de ses politiques économiques. En particulier, en dépit de la détérioration de la situation sécuritaire dans la sous-région, la croissance est demeurée forte en 2014 et 2015, la viabilité de la dette et des finances publiques a été préservée, et plusieurs réformes structurelles ont pu être menées.

Dans le domaine de la GFP, des progrès ont été observés ces dernières années (notamment au niveau de l'augmentation de la pression fiscale, de la transparence et de l'apurement des arriérés de l'Etat). Un certain nombre d'objectifs et de réformes prioritaires pour 2016 dans le domaine de la GFP sont aussi prévus dans le MPEF. Néanmoins, le Plan de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PRGFP III) a finalisé en 2015. Une nouvelle phase du programme de réformes devrait être formulée sur la base d'une évaluation "PEFA" prévue au premier semestre de 2016. Conformément aux recommandations du dernier comité de pilotage du PRGFP III, un plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016 est en cours d'élaboration en attendant la formulation de la nouvelle stratégie de réformes de GFP pour la période 2017-2020.

Dans le domaine de la sécurité, le gouvernement du Niger a réagi promptement à la montée des menaces à travers un renforcement important des moyens de sécurité depuis 2012, et a intégré la problématique sécuritaire dans sa stratégie de développement (PDES 2012-2015). Des résultats appréciables ont été atteints en matière de sécurité depuis 2012 : la mise en place d'un cadre de coopération régionale pour les cinq pays du Sahel qui sont sur la ligne du front dénommé le Groupe des Cinq du Sahel (G5 Sahel), l'intensification du dialogue avec les pays voisins, la mise en place de patrouilles conjointes inter-Etats, le renforcement des capacités des forces de défense et sécurité (FDS), l'augmentation des dotations budgétaires de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale, la création et la délocalisation de certaines unités de qui ont permis d'observer une accalmie de façon générale en dépit de l'environnement sous régional caractérisé par des crises socio sécuritaires aiguës. En revanche sur le volet institutionnel, l'élaboration de la politique nationale de sécurité attendue dans le PDES n'a pas été réalisée. La Stratégie de Développement et de Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes (SDS) reste par ailleurs un cadre pertinent qui aborde la question de la sécurité de manière large (en la liant au développement) et géographiquement ciblé dans les zones où la sécurité est la plus délétaire en suivant une approche en ligne avec la Stratégie Sahel de l'UE et son

Plan d'Actions. Les difficultés de suivi, d'évaluation, et de financement de la SDS limitent cependant sa crédibilité.

En outre, le gouvernement a aussi développé une stratégie de "soft security" dans les communes les plus affectées par l'insécurité qui est mis en place par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). Cette stratégie a pour but l'amélioration de la sécurité communautaire par le biais de la prévention, la gestion et le règlement des conflits et crises intérieures, ainsi que le relèvement des communautés affectées. Dans ce cadre, les activités mises en œuvre par la HACP comprennent l'élaboration, exécution et suivi des programmes de relèvement destinés aux communautés affectées par l'insécurité et aux communautés des zones à risques, des actions de développement pour contribuer à la résolution des problèmes d'insécurité et des mesures pour s'attaquer aux causes de conflits et le cas échéant remédier à leurs effets. Les actions de la HACP ont permis, par exemple, la réintégration et la réinsertion des ex-combattants et des jeunes à risques, en partie en tant que membres des corps de police municipale établis dans la région d'Agadez. Des combattants retournés de Libye ont été pris en charge et des actions de collecte et destruction des armes ont été effectuées suivies d'un appui matériel aux jeunes volontaires de désarmement. Ces actions ont aussi été accompagnées d'opérations de déminage. En outre, la HACP a aussi financé des projets de micro-crédit et des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes ainsi que des travaux d'intérêt communautaire en utilisant la main d'œuvre locale dans les communes ciblées par sa stratégie de consolidation de la paix.

Dans le domaine de la justice, le gouvernement a adopté en juin 2015 la Politique Nationale Justice et Droits Humains et un plan d'action décennal, sur la base des conclusions et recommandations formulées lors de la tenue des Etats Généraux de la justice. Cette politique envisage de mettre en place une justice crédible, équitable et accessible à tous. Dans ce cadre, des progrès encourageants ont pu être observés ces dernières années qui témoignent d'une réelle capacité d'initiative de la part du Ministère de la Justice: révision de plusieurs textes législatifs ou réglementaires importants: organisation des juridictions pour mineurs, code de la nationalité, statut des greffiers, code de procédure civile, création et installation des hautes juridictions, mise en place de l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et de l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (ANLTP), construction ou réhabilitation et équipement de tribunaux et de maisons d'arrêt, recrutement massif de greffiers et amélioration du ratio magistrat/habitants. Le gouvernement a également adopté une stratégie et un plan national de lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites qui s'intègrent dans la politique justice et droits humains.

Au niveau carcéral, l'Etat essaie de faire face à la surpopulation et à la vétusté dans les prisons. La situation sécuritaire actuelle met le Gouvernement face à un engorgement des prisons aux conséquences mal maîtrisées, suite aux transferts de centaines de personnes soupçonnées de collusion avec la secte Boko Haram. Les capacités de traitement judiciaire ne sont pas adaptées, ce qui relève le risque de radicalisation en prison. En effet, de façon récurrente, en milieu carcéral la population préventive est supérieure à celle des condamnés. L'engorgement du système juridictionnel entraîne l'allongement de la durée de la détention avant jugement.

La pertinence de la Politique Nationale Justice et Droits Humains est évidente car elle apporte des réponses aux opportunités et défis identifiés. Néanmoins, le Ministère devra renforcer ses capacités institutionnelles ainsi que celles des services qui lui sont rattachés, pour pouvoir assurer dans de bonnes conditions le pilotage de cette ambitieuse politique. Ceci affecte aussi sa crédibilité au regard de son coût et des capacités de financement de l'Etat et de l'absence d'un cadre de mesure des performances fonctionnel.

Dans le domaine de la migration, le gouvernement ne dispose pas encore d'une politique migratoire mais a mis en place un dispositif interministériel à cet effet. A ce titre, une étude portant notamment sur le diagnostic de la situation a été déjà réalisée par un cabinet recruté par le Ministère de l'Intérieur. Ces réflexions devraient déboucher, entre d'autres, sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de migration irrégulière. Actuellement, un projet financé par l'UE (MIEUX) appuie le Gouvernement pour la finalisation du processus de formulation de ladite politique.

En outre, le gouvernement a présenté lors du Sommet de La Valette (novembre 2015) un Programme de développement durable pour la prévention et la lutte contre la migration irrégulière. Une table ronde sur la migration irrégulière a été organisée début février 2016 à l'initiative de la Délégation UE

et la mission EUCAP, qui a vu son mandat récemment étendu à la question migratoire. A l'issue de la table ronde un accord de toutes les parties a été adopté pour mettre en place un Cadre de Concertation, co-présidé par le Ministère de l'Intérieur et la Délégation UE, avec la participation de tous les ministères impliqués dans la gestion de la migration irrégulière ainsi que de tous les partenaires actifs dans le secteur.

Dans le domaine de la santé, le gouvernement s'est doté d'un Plan de Développement Sanitaire (PDS 2011-2015), qui est aligné au PDES et s'inscrit dans le cadre de la Politique nationale de Santé en cours (PNS 2001-2015). L'évaluation de la PNS a montré sa pertinence au regard de la demande sociale, en concluant que des résultats phares ont été enregistrés au cours de sa mise en œuvre, comme la réduction de la mortalité des enfants de moins de 5 ans et la régression des grandes endémies, alors que d'autres importants indicateurs, tels que la couverture sanitaire et la mortalité maternelle ont enregistré une faible évolution. La mise en œuvre de la politique d'exemption de paiement des soins en faveur des enfants de moins de 5 ans et des femmes pour certaines prestations (gratuité des soins) a certainement contribué à l'importante amélioration de certains indicateurs, en particulier la mortalité infanto-juvénile. Cependant, en dépit de cette mesure il est constaté que d'une part ses mécanismes de gestion posent un certain nombre de problèmes (notamment des insuffisances au niveau organisationnel et financier, entraînant des retards de remboursement des factures des formations sanitaires) qui risquent de réduire les performances de l'ensemble du système de santé, et d'autre part que la part des ménages dans les dépenses de santé a augmenté. Un projet de PNS pour la période 2016-2035 a été élaboré à partir de la capitalisation des acquis et des faiblesses constatées; en particulier, le financement du système de santé visant l'équité et l'amélioration de l'accessibilité aux soins des personnes pauvres et vulnérables (incluant la gratuité des soins en vue de la couverture universelle en santé) y occupe une place centrale. La crédibilité de la future PNS et du PDS qui va en découler, reste soumise à l'amélioration du financement national du secteur (qui est très en deçà de l'objectif de 15% souscrit par le Niger lors du sommet d'Abuja), et à l'approfondissement de réformes clefs déjà initiées. En particulier, une des prestations couverte par la gratuité des soins est l'utilisation des services de planification familiale (PF), qui contribue à la maîtrise démographique. La PF est définie par les politiques nationales comme partie du paquet prioritaire des services de santé reproductive. La PF a été notamment encadrée par les engagements pris par le Niger au sein du Partenariat de Ouagadougou, et a été définie par le Plan national de Planification familiale (2013-2020). Le PIN en fait également un domaine clé en termes de développement social du pays.

### ***1.1.2. Analyse des parties prenantes***

Les principales parties prenantes étatiques de l'action sont le Ministère des Finances (MEF) dans son rôle d'Ordonnateur national représentant le gouvernement et de gestionnaire des politiques et des finances publiques, le Ministère de l'Intérieur (police et garde nationale), le Ministère de la Défense (gendarmerie), la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix ainsi que les diverses autres administrations spécialisées intervenant dans le domaine de la sécurité, le Ministère de la justice (MJ), et le Ministère de la Santé publique (MSP).

L'appui de ces parties prenantes à la mise en œuvre des réformes dans les secteurs concernés s'exprime d'abord à travers leur engagement dans des cadres transnationaux et leur participation aux cadres de concertation ou de prise des décisions, ainsi que dans l'élaboration de cadres réglementaires et stratégiques.

L'ensemble des parties prenantes a été consulté et impliqué dans la préparation de ce programme, y compris la définition des indicateurs et cibles. Une analyse détaillée des parties prenantes dans le domaine de la sécurité, de la justice, de la migration et de la santé est présentée en annexe de ce document d'action.

Les bénéficiaires finaux de l'action sont la population nigérienne, ainsi que les réfugiés, en ce qu'elle est susceptible d'améliorer l'efficacité, l'efficience et la qualité des services fournis par l'Etat (en particulier dans le domaine de la sécurité, de la justice, de l'accueil des réfugiés, de la lutte contre la traite des personnes, de la gestion des flux migratoires et de la santé) ainsi que leur capacité à connaître et à défendre leurs droits. Elle profitera en particulier aux populations les plus touchées par l'insécurité et aux populations des principales régions d'origine des migrants s'aventurant sur les routes au Nord ou à l'intérieur du Niger, aux enfants ainsi qu'aux femmes en permettant notamment de lutter contre les trafics illégaux (y compris la traite des personnes dont les principales victimes sont

les femmes et les enfants). Elle permettra entre autre de rendre effectif le droit à un conseil d'office qui est conféré par la loi systématiquement aux mineurs, aux personnes indigentes et à celles faisant l'objet de procédures criminelles.

### ***1.1.3. Domaines prioritaires pour l'appui/l'analyse du problème***

Au regard de l'analyse du contexte et des parties prenantes, le renforcement de l'appareil d'État sera poursuivi dans les domaines prioritaires suivants :

**La gestion des finances publiques.** Celle-ci conditionne l'efficacité de l'ensemble des politiques publiques. Elle est donc au cœur du renforcement de l'Etat poursuivi par l'action. Préserver la viabilité budgétaire et de la dette, tout en réduisant les écarts de développement et en répondant aux besoins en matière de dépenses de sécurité, nécessitera de renforcer davantage le cadre budgétaire et exigera "le renforcement des administrations des douanes et des impôts, qui "conditionne l'atteinte des objectifs budgétaires en 2016"(FMI, décembre 2015). L'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales, apparaît donc comme une priorité. Dans cette optique, l'UE accompagnera le gouvernement dans la modernisation et l'informatisation de la douane et des impôts (SISIC). Un suivi rapproché des recettes internes cash et des exonérations fiscales ainsi que de la fiscalité des ressources naturelles (minières et pétrolières) occuperont une place prépondérante du programme et du dialogue sur les politiques publiques. Ces actions permettront d'accroître le taux de pression fiscale qui reste encore faible par rapport à la moyenne de l'UEMOA et la cible communautaire. De même l'amélioration de l'efficacité des dépenses (intérieures et extérieures), particulièrement faible au Niger au regard des pays UEMOA, constitue également une priorité. En matière de réforme, l'internalisation des textes transposés des directives de l'UEMOA et le renforcement du système d'information financière du Ministère des finances apparaissent également comme des défis prioritaires à relever à court terme.

**La lutte contre la corruption et la fraude** est un élément capital et prioritaire de par son impact sur l'efficacité de la dépense, sur le bon fonctionnement de l'administration en général et, à terme, sur le développement socio-économique du pays. Bien que la lutte contre ces infractions soit du ressort de plusieurs structures gouvernementales avec des ancrages institutionnels divers, la Haute Autorité de lutte contre la corruption et infractions assimilées (HALCIA) occupe une place centrale et un leadership informel dans le mécanisme. C'est autour de la HALCIA et de ses activités que le dialogue dans ce domaine va s'organiser et en particulier en ce qui concerne la stratégie nationale de lutte contre la corruption, préparée par la HALCIA, et validée en juin 2015 lors d'un atelier national mais toujours pas adoptée par le gouvernement. Néanmoins, le fait de disposer d'une stratégie crédible et pertinente est une condition nécessaire mais pas suffisante pour assurer l'efficacité dans la lutte contre la corruption. Il est nécessaire aussi d'installer des institutions fortes et indépendantes pour la mettre en œuvre et faire son suivi. Or, la création de la HALCIA par décret et sa dépendance fonctionnelle de la présidence de la république limitent ses pouvoirs de prévention, investigation et poursuite. C'est pourquoi l'adoption d'un projet de loi portant organisation et attributions de la HALCIA, lui consacrant plus d'autonomie et un pouvoir concurrent avec le procureur sera aussi un élément clé du dialogue et de mesure des performances dans le domaine.

En outre, le renforcement des institutions de contrôle interne (inspections des services) des différentes administrations impliquées dans ce programme fera aussi partie du dialogue politique associé ainsi qu'objet des activités d'appui complémentaire.

**La sécurité** des citoyens est devenue une problématique majeure au Niger dans le contexte d'une sous-région en proie à la violence, avec des risques de débordements. Face à cette situation, il est prioritaire d'agir sur les capacités de l'Etat à y apporter des réponses structurelles et cohérentes par la mise en place d'une planification dédiée aux questions sécuritaires s'inscrivant dans une vision globale et à long terme, s'appuyant sur un appareil statistique fiable et un dispositif de gestion des performances. En effet, "une poursuite de l'augmentation des ressources sans renforcement de la planification et de la priorisation pourrait exercer une très forte pression sur les capacités d'encadrement des forces, et donc leur efficacité, comme sur la soutenabilité de la dépense publique dans son ensemble" (RDS). Cette planification est susceptible de garantir une meilleure gouvernance du sous-secteur à travers une affirmation du leadership national dans la coordination des intervenants nationaux et internationaux. Elle est de nature à assurer une plus grande transparence et une certaine redevabilité par la définition des objectifs poursuivis, la détermination des rôles des diverses parties prenantes, ainsi que des indicateurs de mesure de la performance. C'est également le gage d'un

meilleur respect des droits humains et de l'égalité homme/femme. D'autres réponses prioritaires porteront sur la synergie des interventions des acteurs nationaux et étrangers, le renforcement des capacités de gestion administrative et financière et la mutualisation des moyens, ainsi que le renforcement des capacités d'intervention.

**La justice.** Une justice qui fonctionne et qui est accessible contribue à assoir la légitimité de l'Etat auprès des populations. L'action cherche à la renforcer comme déjà fait par des approches projets dans le cadre du 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED. Les domaines prioritaires pour l'appui portent, à l'instar de la sécurité, sur la gouvernance et la gestion efficiente des ressources du Ministère de la justice (renforcement des fonctions d'appui), le renforcement de la chaîne pénale, l'accès à la justice pour tous, et la mise en place de dispositifs efficaces de lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites (en lien avec le plan d'action de La Valette sur la migration).

Le contrôle des frontières, la lutte contre la traite et les trafics illicites et la gouvernance de la politique migratoire constituent des domaines prioritaires de l'action dans le domaine de la migration en relation avec la justice et la sécurité. Le processus initié à La Valette constitue un "cadre d'opportunité" pour le dialogue UE/Niger sur la migration et pour le financement d'actions pertinentes. Dans ce contexte, l'appui complémentaire pourrait renforcer les capacités du gouvernement à gérer efficacement le processus résultant du sommet de La Valette.

**La santé.** L'offre de services de base de qualité, en particulier dans le secteur de la santé qui fait face à une demande sociale grandissante compte tenu de la croissance démographique soutenue, représente un facteur essentiel pour les objectifs de renforcement de la légitimité de l'Etat et de la cohésion sociale que l'action poursuit. En particulier, le domaine prioritaire de l'appui porte sur l'accès financier des populations vulnérables (y inclus celles plus touchées par l'insécurité et dans les zones d'origine des migrants) à des services de santé de qualité, par la consolidation des acquis de la politique de gratuité des soins. Un type de prestation couvert par cette politique est l'utilisation des services de planification familiale (PF), notamment en ce qui concerne la contraception moderne, dont le taux a évolué de manière considérable (passant de 8,02% en 2011 à 18,03% en 2014), mais il reste encore en deçà des objectifs (29% en 2014). Concernant les effets de la gratuité des soins, l'impact de cette politique sur l'amélioration du taux d'utilisation et reconnu et mériterait d'être davantage analysé; néanmoins, l'un des facteurs limitant serait représenté par la faible couverture sanitaire du pays (48,4% en 2014). Malgré l'importance accordée à la PF par les politiques nationales et des progrès accomplis, compte tenu de son impact sur la question clé de la maîtrise démographique (ainsi que de ses liens avec le mariage et les grossesses précoces, la mortalité maternelle et le développement social et éducatif des filles), le défi reste entier, et demande à ce que des stratégies efficaces visant le renforcement de l'offre ainsi que de la demande (aussi auprès des jeunes) soient mises en œuvre dans le cadre des politiques existantes.

Pour l'ensemble des fonctions de l'appareil d'Etat visées par l'appui il ressort une nécessité de travailler sur l'optimisation des moyens par l'amélioration du pilotage des politiques et de la gestion des ressources ainsi que par la production de l'information statistique encore largement défailante.

**L'appui complémentaire** visera également à promouvoir le développement des capacités des principales parties prenantes gouvernementales dans les domaines prioritaires identifiés. Le cas échéant, la coopération technique pourra être appelée à remplir d'autres rôles, comme la fourniture de conseils, l'appui à la mise en œuvre et la facilitation ou la préparation de la coopération européenne. Il s'agira prioritairement de renforcer les capacités au niveau organisationnel et individuel dans le domaine de la gouvernance et de la gestion des ressources. Il s'agira également de renforcer les capacités du Ministère de l'Intérieur à répondre aux besoins de sécurité de la population et de renforcer l'Agence nationale d'assistance juridique et judiciaire (ANAJJ) ainsi que certains acteurs de la chaîne pénale, la lutte contre la corruption et les réformes de gestion des finances publiques. Le MSP sera soutenu, à travers l'appui complémentaire, dans son processus d'évaluation et capitalisation de l'impact de la gratuité des soins sur l'organisation et l'accès aux services de santé, en vue de la mise en œuvre d'une couverture sanitaire universelle qui puisse conduire à un financement du secteur équitable et soutenable. Enfin, le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Intérieur seront renforcés via une assistance technique.



## 1.2. Autres domaines d'évaluation

### 1.2.1. Valeurs fondamentales

Le Niger vient de dépasser un processus électoral particulièrement complexe qui, bien que considéré crédible et conforme aux normes internationales, a mis à l'épreuve un système encore fragile affecté par une augmentation des tensions politiques et la menace sécuritaire.

Le Niger a signé et ratifié les principales Conventions internationales relatives aux droits humains et leurs Protocoles. Ces avancées se sont traduites par l'adoption de plusieurs lois ainsi que des réformes institutionnelles. Cependant, des domaines importants comme les droits des femmes et des groupes vulnérables, ainsi que les droits dits de troisième génération connaissent des difficultés liées à l'insuffisance des ressources financières pour assurer leur promotion et leur mise en œuvre, l'existence de pesanteurs socioculturelles et la persistance d'un pluralisme juridique qui fait obstacle à la mise en place d'un ordre juridique effectif.

Les recommandations formulées par les organes chargés des traités font l'objet de suivi dans le cadre d'un comité interministériel. Celles issues du premier cycle de l'examen périodique universel (EPU) ont donné lieu à l'établissement d'un plan de mise en œuvre sur trois années. Le Niger a passé nouvellement son EPU en janvier 2016, où le pays a confirmé les engagements pris lors de la dernière session, en particulier en se dotant des outils juridiques requis dans les domaines concernés.

Les principes d'égalité et de non-discrimination sont consacrés par la Constitution et sont censés gouverner les pratiques en matière de fourniture de services dans tous les domaines. L'accès aux services y compris ceux de la sécurité, la migration et la justice est ouvert à tous sans discrimination. Toutefois, son effectivité est limitée par la persistance des barrières multiformes lesquelles peuvent être liées à l'enclavement géographique, l'analphabétisme, la non-disponibilité de l'information et des services, etc. Ces barrières font obstacle à l'effectivité des droits des personnes les plus démunies notamment les femmes et les enfants. Il est important de continuer le dialogue visant à la levée des réserves sur l'adoption de la CEDEF, pour encourager le pays sur la voie de décisions fortes concernant les droits de la femme, la santé reproductive, les droits des jeunes filles (scolarisation, interdiction des mariages des enfants, etc), l'application de la criminalisation de l'esclavage.

La loi a aménagé des recours administratifs et judiciaires qui sont certes fonctionnels, mais dont la mise en œuvre subit parfois les contingences du moment. L'état d'urgence, déclaré (et renouvelé déjà à plusieurs reprises) dans la Région de Diffa suite aux attaques répétées et attentats de *Boko Haram*, perturbe le fonctionnement des institutions de l'Etat et impose une vigilance rapprochée en matière de droits humains.

Sur le plan de la promotion de la bonne gouvernance financière, les autorités ont clairement affiché leur intention de lutter contre l'impunité; cependant peu d'affaires relatives à la corruption et au pillage des deniers publics ont fait l'objet de jugement ou d'évolution notable. L'installation de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) n'a pas pour l'instant produit les résultats escomptés, en partie par manque de moyens. Dans le classement de *Transparency International* le Niger a un score de 34/100 (classé au 99<sup>e</sup> rang mondial) en 2015 contre 35/100 et 103<sup>e</sup> rang mondial en 2014. Toutefois, le score du Niger reste en moyenne le même qu'en 2012; ce qui démontre l'importance du défi du fléau. Au niveau institutionnel, en plus des structures traditionnelles (services de justice), on peut relever l'existence de plusieurs structures de tutelle différentes concourant aux mêmes objectifs de prévention et de lutte contre la corruption (HALCIA, Inspection Générale de l'Etat, Direction du contentieux de l'Etat, l'Inspection générale de l'Administration, Cour des Comptes, Inspection Générale des Finances, Bureau d'informations et de réclamations et de lutte contre la corruption dans le secteur judiciaire, CENTIF).

En ce qui concerne le droit aux soins de santé, malgré un accès garanti par le cadre législatif, le taux de couverture sanitaire nationale a progressé très peu. Plus de la moitié de la population, surtout en milieu rural, n'a pas encore accès aux services de santé, contrairement aux principes d'équité sociale. Le gouvernement a consenti des efforts importants, comme la mise en place de la gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes, qui représentent la proportion la plus importante des utilisateurs des services de santé. Ceci a permis des succès remarquables comme la chute de la mortalité des enfants de moins de 5 ans (l'indicateur qui a connu la meilleure évolution de tous les

OMD relatifs à la santé) et l'augmentation du taux d'utilisation de la contraception moderne (dans un pays marqué par une forte croissance démographique). Ces acquis restent toutefois à consolider alors que d'autres enjeux concernant la santé des populations vulnérables demeurent à un niveau critique.

### ***1.2.2. Politique macroéconomique***

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques du Niger ont été satisfaisants en 2015, au regard des chocs sécuritaires et humanitaires rencontrés. Après une accélération de la croissance à 6,9% en 2014, tirée par l'agriculture et les services, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est prévue à 4,4% en 2015, du fait d'une croissance moins forte de l'agriculture et d'une plus faible production des secteurs pétrolier et minier et de la baisse des cours des hydrocarbures et de l'uranium, partiellement compensée par la bonne tenue de l'industrie manufacturière, du commerce, des transports et des télécommunications. Les menaces liées au terrorisme et l'insécurité alimentaire ont eu des effets négatifs sur la croissance et le développement en freinant la production agricole et d'uranium, ainsi que l'investissement étranger. L'inflation était négative (-0,9%) en 2014 et est restée à 2,2% en 2015%, bien en dessous du seuil de 3 % de l'UEOMA.

D'après le Fonds monétaire international (FMI) les perspectives économiques à moyen terme restent positives. En 2016-2020, la croissance du PIB réel devrait, d'après les projections, s'établir en moyenne à 6,9% et l'inflation être contenue aux environs de 1,8%. La croissance économique réelle devrait reprendre lorsque les grands projets d'extraction du pétrole et des minéraux porteront leurs fruits. La croissance de l'économie reste pourtant très volatile, dépendante des aléas climatiques et susceptible à des risques intérieurs et extérieurs considérables, au nombre desquels figure la persistance et l'intensification des hostilités armées qui pourraient aggraver les pressions budgétaires ainsi que le risque inhérent au processus électoral en 2016. D'autres risques incluent une nouvelle chute des prix du pétrole et de l'uranium de même que des sécheresses ou des inondations qui pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et l'instabilité sociale. Il apparaît également "vital" selon le FMI de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. Le stock de la dette a rapidement augmenté en raison des efforts déployés pour accroître les investissements publics. L'actualisation de l'Analyse de Viabilité de la Dette réalisé par les services du FMI et décembre 2015 suggère un risque de surendettement modéré. D'après les projections, le ratio de la dette publique au PIB devrait passer de 27,1% du PIB à la fin de 2013 à environ 52,1% en 2016 pour se maintenir autour de ce pourcentage pendant toute la période de projection (2015-2035) et inférieur aux seuils nominaux. La viabilité de la dette à moyen terme dépendra de la situation sécuritaire, du prix du pétrole et de l'uranium susceptibles de ralentir l'achèvement des nouveaux projets dans ces secteurs et d'un rééquilibrage majeur des finances publiques. A cet égard, il faut relever que la situation budgétaire s'est dégradée en 2014 en raison des dépenses sécuritaires et humanitaires, de sous-performance des recettes et de l'insuffisance du financement extérieur. Le solde de base s'est établi à 6,6% du PIB en 2014, soit une détérioration de 4,5% du PIB par rapport à 2013. Le déficit budgétaire global de 2016 sur une base engagements (dons inclus) devrait, d'après les projections, s'élever à 7,6% du PIB (comparé au critère de convergence de l'UEMOA relatif à un déficit qui ne dépasse pas 3% du PIB). Par contre, le solde de base devrait s'améliorer de 1,8% du PIB pour se situer à 3,7% du PIB en 2016. L'ajustement devrait se faire moyennant une modeste augmentation des recettes budgétaires (environ 0,4% du PIB), la maîtrise des dépenses courantes et des économies importantes dans les dépenses financées sur ressources intérieures (environ 1,1% du PIB) grâce à une meilleure hiérarchisation des dépenses d'investissement sur ressources intérieures.

Pour préserver la viabilité du budget et de la dette, tout en réduisant les écarts de développement et répondre aux besoins en matière de dépenses de sécurité, il apparaît crucial de réduire le déficit budgétaire à moyen terme. La politique économique du gouvernement vise à préserver la viabilité des finances publiques et de la dette dans une conjoncture de faibles cours du pétrole et de l'uranium. L'amélioration du taux de pression apparaît à cet égard comme un élément clef. A ce titre, les recettes devraient poursuivre leur augmentation, passant de 18,0% du PIB (hors recettes exceptionnelles) en 2014 à 18,6% en 2016. Cette performance traduit essentiellement l'augmentation des recettes fiscales reflétant le rendement des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière.

Le Niger est sous programme avec le FMI depuis mars 2012. Le Conseil d'administration du FMI a achevé le 30 novembre les sixième et septième revues des résultats économiques enregistrés par le

Niger dans le cadre du programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Le Conseil d'administration a en outre approuvé une demande de prorogation du programme jusqu'au 31 décembre 2016.

**Sur la base de l'analyse présentée ci-dessus et de la dernière évaluation du FMI de septembre 2015, nous concluons que les autorités poursuivent une politique macroéconomique crédible et pertinente orientée vers la stabilité visant à restaurer la stabilité et la soutenabilité des équilibres budgétaires ou extérieurs.**

### *1.2.3. Gestion des finances publiques*

#### *1.2.3.1 Caractéristiques générales*

Les principaux points faibles relevés lors de l'évaluation PEFA de 2012 (dernière évaluation en date) étaient notamment le manque de crédibilité du budget (qui conduit à des déficits de financement et à une allocation insuffisamment stratégique des ressources), les faiblesses de la comptabilité, de l'enregistrement de l'information et des rapports financiers, ainsi que la faiblesse de la surveillance et des vérifications externes. Par ailleurs les pratiques des bailleurs de fonds étaient peu en phase avec les principes régissant l'efficacité de l'aide. Le PEFA mettait aussi en évidence des points relativement forts tels que les perspectives pluriannuelles dans la préparation du budget (CDMT global), la prévisibilité de la disponibilité des fonds pour l'engagement des dépenses, la gestion de la dette publique et le processus de passation des marchés publics. Au niveau de l'audit, la cour des comptes et l'agence de régulation des marchés publics dressent des rapports annuels qui sont disséminés et publiés en ligne. Toutefois, il est à relever un faible degré de mise en œuvre des recommandations des rapports d'audits publiés sur les années 2014 et antérieures. L'espace budgétaire du Niger reste également marqué par l'importance des ressources internes de l'Etat, l'aide publique au développement (aide projets et appui budgétaire), les émissions de bons de trésor sur le marché régional et le partenariat public privé. Le financement extérieur (projets et appuis budgétaires) représente en moyenne 34% des prévisions budgétaires de la période 2014-2016 et 23,1% des dépenses réalisées de dépenses hors dette. On note également que la gestion des arriérés de paiements qui a soulevé souvent des préoccupations majeures entre les autorités nigériennes et les PTFs, s'est améliorée de manière substantielle (le stock des arriérés de paiement à fin décembre 2015 était de 21,7 milliards de FCFA contre 87 milliards FCFA en 2014).

Le Programme de réformes de la gestion des finances publiques (PRGFP III 2013-2015) est basé sur les faiblesses identifiées dans l'évaluation PEFA, réalisée par les services du FMI, et est doté d'un ensemble d'objectifs cohérents pouvant être mesurés, ce qui en assure la pertinence. La crédibilité du programme est par ailleurs relativement satisfaisante et l'appui technique fourni par les partenaires apparaît correctement lié aux domaines clés où les faiblesses dans la GFP ont été constatées, avec des priorités données aux réformes telles que la couverture et la transparence du budget, la budgétisation basée sur les politiques publiques, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, l'amélioration du système d'informations à travers les travaux de câblage et d'interconnexion des services et le contrôle externe. Le PRGFP III a intégré également le principe du séquençage adéquat dans la programmation et la mise en œuvre des actions de réforme. Néanmoins, on constate aussi une lenteur préoccupante dans l'adoption des textes relatifs à la lutte contre la corruption et dans la mise en œuvre des budget-programmes. Les principaux défis sont, entre autres, l'amélioration de la crédibilité budgétaire, l'accélération de la déconcentration budgétaire et de l'ordonnancement vers les ministères sectoriels ainsi que la mise à jour de l'application informatique de la gestion budgétaire et comptable afin de prendre en compte les impacts des textes issus des directives UEMOA.

La contribution de l'Etat à la mise en œuvre des réformes s'opère à travers des ressources humaines, matérielles et financières des différentes structures intervenant dans la mise en œuvre du PRGFP III (notamment la Direction Générale des Réformes Financières, la Direction Générale du Budget, la Direction Générale des Impôts, les douanes, la Cour des comptes, etc.). En outre, selon les données de l'exécution budgétaire 2014, un montant de 500 000 EUR (soit 0,42% des dépenses totales du Ministère des finances) a été dépensé à travers 3 lignes budgétaires spécifiquement liées aux réformes (appuis aux missions de revue, modernisation des administrations économiques et financières et autres dépenses pour les réformes). Un montant similaire était prévu dans le budget 2015.

Une évaluation PEFA sera réalisée à partir d'avril 2016, pour apprécier les différentes avancées et engager l'élaboration d'une nouvelle stratégie de réforme pour la période 2016-2020 et de sa prise en compte dans le nouveau PDES. Conformément aux recommandations du dernier comité de pilotage du PRGFP III (tenu le 13 octobre 2015), un plan d'actions intermédiaire pour l'année 2016 a été élaboré en mars 2016 en attendant la formulation de la nouvelle stratégie de réformes de GFP pour la période 2017-2020. Ce plan d'actions intérimaire 2016 s'inscrit dans la logique du PRGFP III par rapport à ses objectifs spécifiques et les principales dimensions de la gestion des finances publiques. Il s'articule entre autre autour des actions d'internalisation des directives de l'UEMOA (budget programme sectoriels et adoption de l'ensemble des textes d'application restant ainsi que les applications informatiques nécessaires, plan comptable de l'Etat), réformes douanières et informatisation des procédures douanières, le renforcement des régies pour la mobilisation des ressources internes, le reporting financier et la transparence, l'évaluation PEFA et la coordination et le pilotage des réformes.

#### *1.2.3.1- Aspects sectoriels de la gestion budgétaire et financière*

Au niveau secteur, l'analyse des secteurs couverts par le programme SBC appelle les commentaires suivants :

Dans le domaine de la sécurité et de la défense nationale, les dépenses totales réalisées, toutes administrations confondues (ministères et présidence de la république) s'élèvent à 221,57 milliards de FCFA en 2015 contre 180,52 milliards de FCFA en 2014 et 141,29 milliards de FCFA en 2013, soient respectivement 14,8% des dépenses totales du budget (hors dette) en 2015 et 13,6% en 2014. En outre, les réalisations des Ministères chargé de la défense nationale et de l'Intérieur ont atteint 200 milliards de FCFA en 2015 contre 152,6 milliards de FCFA en 2014, avec des taux moyens de consommation des crédits supérieurs à 90% et plus importants que celui du budget national; elles représentent 13,3% des dépenses totales du budget de l'Etat (hors dette) en 2015 et 11,5% 2014. L'ensemble des dépenses d'investissements publics du ministère de la défense nationale sont effectués sur ressources propres.

S'agissant du Ministère de l'intérieur, les dépenses totales s'élèvent à 92,2 milliards de FCFA en 2015 contre 70,22 milliards de FCFA en 2014; respectivement 6,2% et 5,3% des dépenses totales de l'Etat (hors dette). Les dépenses totales du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation restent marquées par les dépenses du personnel (en moyenne 37% du total), les dépenses d'investissement (47% du total). Pour l'année 2016, les prévisions de dépenses seront en baisse de 28% par rapport à l'exercice budgétaire précédent ; expliqué en partie par le fléchissement des dépenses d'investissement de l'ordre de 60% par rapport à 2015. Le financement extérieur représente 0,4% des dépenses d'investissement en 2014 et 1,8% en 2015. Ce financement extérieur est entièrement axé sur des actions d'appui à la décentralisation et au développement local. Les prévisions des dépenses d'investissements des services de polices et de la garde nationale sont estimées à 10,8 milliards de FCFA en 2016, soit 53% du budget d'investissement du ministère. Les subventions et transferts courants prévus pour les deux forces sont de 2,250 milliards de FCFA constitués à 87% des pécules des élevés et frais de formation, mutuelles de la police nationale et de la garde nationale (200 millions FCFA).

Pour ce qui concerne le secteur de la justice, les dépenses publiques réalisées s'établissaient à 14,4 milliards de FCFA en 2014 mais ont diminué à 9,4 milliards en 2015 (car 3,9 milliards de l'exécution 2014 correspondaient à des investissements financés par le PAJED, soit 27% du financement du secteur), un niveau similaire aux 9,7 milliards de FCFA réalisés en 2013. Rapportées à l'exécution budgétaire totale de l'Etat, ces dépenses représentent 0,9% en 2015, 1,1% en 2014 et 0,9% en 2013. Le développement du secteur "justice" via les investissements publics est tiré par le financement extérieur selon les années budgétaires. Au total, la contribution de l'aide publique au développement au secteur justice est de 25% des dépenses totales réalisées en 2014, 0% en 2015 et 21% des dotations budgétaires 2016. Ce financement extérieur concerne entièrement le PAJED II (FED).

Au titre de 2016, hormis les programmes relatifs à la construction de 10 juridictions et de réhabilitation des maisons d'arrêt de 432 millions FCFA financés par l'Etat auxquels s'ajoute le PAJED, l'ensemble des dépenses d'investissement est axé sur les acquisitions de matériel informatiques et de mobilier. Quant aux subventions et transferts courants (titre IV), ils concernent essentiellement l'appui à l'agence d'assistance juridique (135,4 millions FCFA), la commission nationale de lutte contre la traite des personnes (83,9 millions FCFA), les frais médicaux des détenus (100,3 millions FCFA), la formation des magistrats (84,5 millions FCFA) et le comité de suivi des états généraux de la justice.

Dans le domaine de la santé, les dépenses publiques totales représentent en moyenne 6,2% des dépenses totales (hors dettes) en 2015 et 5,4% en 2014. Ce ratio est estimé à 5,4% en 2016. Ce ratio reste encore en deçà des initiatives internationales (Abuja 2001, 15% budget total à la santé). Le financement du secteur de la santé est également assuré par l'Etat, les PTF et le secteur privé. La contribution des PTFs est essentiellement axée aux investissements publics; elle représente en moyenne 70% des dépenses réalisées en 2015 et 2014 contre 84% (prévu) en 2016. Au total, le financement extérieur des projets/programmes s'établit à 25% des dépenses totales du secteur en 2016 et 2015 contre 13% en 2014. Un des principaux bénéficiaires des subventions est la ligne de la gratuité des soins médicaux (représentant 25% du total des prévisions en 2016). Le suivi de la gratuité des soins occupe une place prépondérante dans la gestion budgétaire du Niger. Les prévisions budgétaires au titre de cette gratuité des soins s'élèvent à 8 milliards de FCFA en 2016, 7,73 milliards de FCFA en 2015 contre 8,64 milliards en 2014 et 6,5 milliards en 2013. Toutefois, les paiements et les dépenses ordonnancés demeurent inférieurs aux montants des factures émises par les districts sanitaires.

En outre, il est à relever que le niveau des crédits affectés aux régions et départements reste encore limité. Les crédits délégués aux structures régionales et départements, représentent respectivement 1,1% et 3,3% des dépenses totales. Quant au Ministère de la Justice, ce ratio est de 21%.

Quant à la gestion du personnel et de la paie au niveau sectoriel, il convient de relever que les forces de défense et de sécurité et les magistrats, s'opèrent à travers des statuts particuliers différents de celui de la fonction publique nigérienne. Pour le Ministère de la Défense nationale, la solde est gérée de tout temps par régie. Les recrutements massifs dans les différents corps et les divers avantages octroyés par l'Etat sur les trois dernières années ont occasionné une augmentation des dépenses du personnel de la défense nationale de 50% en 2015 ; cet accroissement n'est que de 2% en 2016.

Au niveau technique, le dialogue sur la gestion des finances publiques est continu. Ce dialogue se matérialise par la tenue des réunions du comité technique et du comité de pilotage du PRGFP. Le dialogue politique, à haut niveau, est plus limité. Les réunions sont peu régulières et souvent organisées en bilatéral. La création d'un cadre global de partenariat et suivi des programmes d'appuis budgétaires, regroupant les PTF et le gouvernement a été demandée par l'UE et d'autres PTF, afin de disposer d'un cadre harmonisé, d'une matrice commune des mesures de reformes et pour l'organisation des revues conjointes. La demande a été positivement accueillie par le Ministre des Finances.

***Au regard des différents efforts enregistrés dans la mise en œuvre des actions de reformes d'une part et de l'engagement des autorités à élaborer et mettre en œuvre un plan intérimaire 2016 en attendant l'évaluation PEFA 2016 et la nouvelle stratégie d'autre part, la Délégation estime que le Niger a réalisé des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques et maintient son éligibilité en ce qui concerne cette condition générale.***

#### **1.2.4. Transparence et vue d'ensemble du budget**

La transparence budgétaire et la diffusion de l'information budgétaire se sont substantiellement améliorées ces dernières années. Les autorités nigériennes ont multiplié les initiatives pour diffuser les informations budgétaires auprès des citoyens. Cela passe notamment par des relais de la société civile et l'organisation des réunions de présentation des projets de budget à la société civile, au secteur privé et aux PTFs. Par ailleurs, les documents budgétaires et les exposés de motifs des lois des finances ainsi que les rapports périodiques (trimestriels et annuels) d'exécution budgétaire sont désormais régulièrement publiés sur le site web de l'Institut National de la Statistique ([www.stat-niger.org](http://www.stat-niger.org)), du Ministère des finances ([www.finances.gouv.ne](http://www.finances.gouv.ne)), et de la DGI (<http://www.impots.gouv.ne>). Un résumé sommaire des exposés de motifs des lois de finances est également inséré dans les journaux. Les lois de finances sont également publiées au Journal Officiel, qui est édité et librement accessible aux citoyens. Les rapports annuels et trimestriels d'exécution du budget de l'Etat ainsi que les lois de règlement sont régulièrement élaborés et publiés. Le délai de mise en ligne des documents budgétaires a été réduit au cours de la gestion 2015. Par ailleurs, un effort important a été observé dans le rattrapage des retards dans la production et l'adoption des comptes de gestion et des lois de règlement, avec la transmission de la loi de règlement de l'exercice 2013 à l'Assemblée nationale et la transmission des comptes de gestion 2014 à la Cour des comptes en septembre 2015. Ces progrès ont permis d'améliorer la notation du Niger au niveau de l'indice de budget ouvert (IBO) dont la note est

passée à 17/100 contre 4/100 en 2012. Malgré cette évolution positive, la note du Niger reste très inférieure à celle du Mali (46/100), du Burkina Faso (43/100) et du Benin (45/100).

Le Parlement a approuvé en mars 2014 la loi sur la transparence budgétaire. Les débats de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi de Finances et son adoption sont publics et couverts par les radios et la télévision nationale. En 2014, la Direction Générale des Marchés Publics a été réorganisée et de nouveaux textes responsabilisant les membres des commissions ont été adoptés. Concernant les contrôles de la Cour des Comptes, celle-ci a vu ses effectifs renforcés en 2013 avec la nomination de 13 nouveaux Conseillers. La 4<sup>e</sup> Chambre de la Cour, chargée de la discipline budgétaire et financière, a démarré ses activités et a diffusé le rapport 2012. En 2015, l'Inspection des Finances est devenue une entité autonome au lieu d'une Direction Générale. Les rapports publics généraux de la Cour des comptes et de l'IGF ainsi que ceux de l'audit des marchés publics sont régulièrement publiés et mis en ligne. La Direction Générale du Contrôle Financier a également été réorganisée et a vu la création des postes de contrôleurs financiers régionaux.

**Globalement, même si des mesures restent à réaliser, il existe une volonté et une dynamique effective pour l'amélioration et la transparence. Le point d'entrée pour le critère relatif à la transparence budgétaire est considéré comme étant respecté.**

## 2. RISQUES ET HYPOTHESES

Catégorie de risque	Niveau	Mesures d'atténuation
Vulnérabilité aux épisodes climatiques et aux variations des prix internationaux des produits miniers et alimentaires	<b>Elevé.</b> La vulnérabilité aux chocs extérieurs constitue la principale faiblesse de l'économie nigérienne	Appui au Dispositif national de gestion et prévention des crises alimentaires afin de réduire la vulnérabilité des populations et d'assurer un financement plus stable de la réponse aux crises
Croissance démographique galopante	<b>Elevé,</b> risquant d'anéantir tous les efforts en vue du développement socio-économique du pays	Politiques de planification familiale, promues également par le dialogue politique
Faible capacité institutionnelle pour la mise en œuvre des politiques publiques et des réformes	<b>Elevé.</b> L'absence de planification stratégique à moyen terme, ainsi que certaines faiblesses dans la gestion budgétaire nuisent à l'efficacité et à l'efficacité des dépenses du secteur sécurité. En ce qui concerne la justice, les outils de planification, de cadrage budgétaire et de suivi sont insuffisants	L'existence d'une planification sur le long terme dans le secteur sécurité permettra d'anticiper les réponses, de mutualiser les moyens et de réaliser des économies substantielles. Le Ministère de la justice devra aussi renforcer ses capacités institutionnelles pour pouvoir assurer dans de bonnes conditions le pilotage des réformes
Déstabilisation politique et sociale consécutive à une éventuelle violence électorale	<b>Moyen,</b> mais susceptible d'une dégradation rapide compte tenu du climat de crispation politique qui prévaut dans le pays et des difficultés qu'ont les structures institutionnelles à s'affranchir des positions partisans	Amélioration de la qualité du dialogue entre la classe politique à travers les mécanismes existants notamment le CNDP (Conseil National du Dialogue Politique). Renforcement des capacités de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante)
Aggravation de l'insécurité en lien avec la situation dans la sous-région	<b>Elevé,</b> malgré les mesures adoptées au niveau national, et de la dynamique de gestion de l'insécurité dans un cadre régional	Maintien des mesures sécuritaires et de la concertation au niveau régional (mise en place de la Force Multinationale Mixte)
Le niveau de recettes internes ne correspond pas aux prévisions budgétaires	<b>Elevé.</b> La mobilisation des recettes domestiques reste modeste, malgré une certaine maîtrise des exonérations. En conséquence, les hypothèses de financement de la politique de développement, qui reposent sur une progression	L'amélioration du taux de pression fiscale, passant de 18,4% du PIB en 2015 à 18,6% en 2016 traduit une augmentation des recettes fiscales qui résulte des mesures de renforcement de l'administration fiscale et douanière

	sensible du taux de pression fiscale peuvent se révéler surestimées	
Faibles dans le système de gestion du secteur public susceptibles d'être exploitées à des fins de corruption, y compris dans les secteurs ciblés par ce programme	<b>Moyen.</b> Le gouvernement a entrepris une série de réformes afin de combler le problème de la corruption mais qui tardent à donner des résultats	Soutien politique et technique aux initiatives du gouvernement dans la lutte contre la corruption et à la mise en place de systèmes de suivi des recommandations de la Cour de Comptes et d'autres instances de contrôle
Les autorités ne concèdent pas l'importance appropriée à la question migratoire	<b>Modéré.</b> Le gouvernement ne dispose pas encore d'une politique migratoire mais a mis en place un dispositif interministériel à cet effet, a également adopté une stratégie de lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites et a approuvé une loi en mai 2015 de lutte contre le trafic de personnes	Renforcement des capacités des structures nationales compétentes. Soutien à la lutte contre la traite des personnes Mise en place d'un cadre de concertation en matière migratoire co-présidé par l'UE et le M. de l'Intérieur Assistance pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale Financement de projets par le Fonds Fiduciaire
Boycott de l'ANAJJ de la part des avocats	<b>Moyen.</b> A ce jour le Barreau, qui revendique la gestion directe et exclusive de l'assistance judiciaire refuse d'être intégré dans le dispositif de l'ANAJJ	Promouvoir le dialogue entre le Barreau et le ministère de la justice. A ce titre, des contacts ont été établis pendant la préparation de cette action, en vue de rapprocher leurs points de vue. Un accord, sur la base d'un fonctionnement en cogestion Barreau /Ministère est en cours de formalisation
<b>HYPOTHESES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Stabilité politique et institutionnelle qui pourrait être compromise en cas de non-intervention</li> <li>– Continuité des lignes politiques stratégiques dans les secteurs concernés après les élections</li> <li>– Volonté d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et la qualité de la dépense</li> </ul>		

### 3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 3.1. Enseignements tirés

La mise en œuvre du programme s'appuie, d'une manière générale, sur les enseignements tirés des conventions précédentes d'appui budgétaire général, à savoir : la nécessité d'établir un lien de confiance pour un dialogue ouvert et sincère sur les politiques, la puissance limitée de l'appui budgétaire en tant que levier s'il n'y a pas une appropriation adéquate de la part des autorités<sup>1</sup>, la pertinence des indicateurs et la disponibilité de sources de vérification fiables comme pièce maîtresse pour bâtir un dialogue constructif. Des progrès substantiels ont été accomplis dans le cadre des appuis précédents notamment en ce qui concerne la gestion des finances publiques (transparence, reddition de comptes et maîtrise des exonérations), l'accès à la justice (opérationnalisation de l'ANAJJ), éducation (amélioration de l'accès à l'école pour les filles) et santé (soins materno-infantiles).

D'une manière plus spécifique, en matière de GFP, l'action s'appuie essentiellement sur les rapports de suivi du PRGFP III (et les conclusions de l'évaluation PEFA qui a servi de base à l'élaboration du PRGFP), sur les analyses périodiques du FMI relatives à la problématique fiscale et à l'efficacité des dépenses publiques au Niger, ainsi que sur les évaluations réalisés par la Banque mondiale et le dialogue politique via les instances de suivi des réformes de gestion des finances publiques.

Dans le domaine de la sécurité, l'action capitalise sur plusieurs travaux d'analyse. Premièrement, les analyses et les recommandations de la Revue des Dépenses Publiques du Secteur de la Sécurité au Niger (2014, Banque mondiale) qui mettent en relief les priorités de réforme et de renforcement des

<sup>1</sup> Synthesis of Budget Support Evaluations, November 2014

capacités (le renforcement de la planification et de la priorisation, de la transparence budgétaire, du contrôle interne, ainsi que des capacités de gestion administrative et financière). En deuxième lieu, l'analyse des Programmes de sécurité des frontières (*U.S. Department of State*) qui souligne l'ampleur du problème d'efficacité posé par le manque de coordination des interventions extérieures dans le secteur. Et finalement, les rapports de l'AT du volet sécurité du PAJED II (Programme d'appui à la justice et à l'Etat de droit) qui formule, en guise de recommandation, un repositionnement des appuis vers une approche plus stratégique s'appuyant sur une gestion coordonnée des actions.

L'étroite collaboration de la Délégation avec la mission EUCAP dans le secteur sécurité a aussi été une source d'expérience de grande importance. En effet, depuis son installation au Niger, autant EUCAP que la Délégation ont cherché (et trouvé) des synergies entre les activités et à communaliser les moyens. C'est ainsi que le PAJED a pu bénéficier du savoir-faire d'EUCAP pour beaucoup de formations aux forces de sécurité intérieure en même temps qu'était en mesure de financer quelques équipements pour des activités mises en œuvre par EUCAP dans les domaines où les objectifs étaient concomitants. En fait, les devis programmes du PAJED ont consacré depuis 2013 une partie du budget aux activités conjointes avec EUCAP, par exemple dans le domaine des postes de commandement mixtes (PC Mixtes). La collaboration avec EUCAP ne s'est pas arrêté au FED, l'Instrument de Stabilité (IdS) a aussi bénéficié du support d'EUCAP, par exemple, dans la formation de base et continue des corps de police municipale créés avec le support de l'IdS. EUCAP a aussi participé dans la préparation de ce programme, en particulier dans la définition des indicateurs.

En ce qui concerne la sécurité communautaire, le programme tient compte de l'expérience de la mise en œuvre à ce jour de trois programmes financés par l'IdS et IcSP (Instrument Contribuant à la Stabilité et la Paix) en partenariat avec la HACP. Le premier de ces programmes concernait la région d'Agadez, le deuxième était d'étendue nationale et le troisième vient de démarrer avec un focus particulier sur la région de Diffa. Pendant l'exécution de ces programmes la HACP a démontré un rare savoir-faire et une connaissance du terrain et de la problématique de la sécurité communautaire vraiment exceptionnelles. Plusieurs observateurs ont souligné la contribution de ces activités à minimiser l'impact du retour de centaines d'hommes armés à la région d'Agadez après la chute du régime du Colonel Gaddafi et à éviter la contagion du conflit malien au Niger.

Dans le domaine de la justice, l'action envisagée a été conçue sur la base, notamment, de l'évaluation du PAJED I et rapports d'exécution du PAJED II, dont il ressort des résultats mitigés liés à la faible appropriation par le Ministère des actions menées dans le cadre du programme, ainsi que "la nécessité d'améliorer le fonctionnement des services centraux, pour qu'ils puissent exercer efficacement leurs fonctions d'accompagnement et d'appui de l'appareil judiciaire et, plus généralement, de conduite et de suivi des réformes". L'évaluation recommandait à cet égard la mise en place d'une assistance technique au niveau du SG (proposition reprise dans l'appui complémentaire de ce programme). Ces enseignements soulignent la priorité à accorder au renforcement des capacités de gouvernance et de mise en œuvre des politiques (objectif spécifique du programme). Les conclusions relatives à l'assistance juridique et judiciaire et à la chaîne pénale ont également été prises en compte.

De même, les Etats généraux de la justice tenus en décembre 2012 ont conclu à de nombreux dysfonctionnements du secteur de la justice et ont proposé des solutions à court, moyen et long terme, formulées en guise des recommandations à l'endroit du Gouvernement.

Dans le domaine de la santé, l'action consolidera les acquis de l'appui budgétaire général précédent dans le financement de l'accès des couches les plus vulnérables aux services de santé, notamment à travers l'appui à la mise en œuvre de la politique d'exemption pour les soins préventifs et curatifs des enfants de moins de 5 ans et pour certaines prestations en ce qui concerne les femmes (planification familiale, consultation prénatale, césarienne, prise en charge du cancer gynécologique), dite "politique de gratuité des soins". En effet, l'expérience dans ce domaine a montré que, malgré les avancées importantes de certains indicateurs sociaux assurées favorisées par la gratuité des soins, les acquis demeurent fragiles. Cette fragilité s'inscrit dans un contexte marqué par, d'une part une demande de services par les groupes vulnérables qui tend à augmenter au vu des taux élevés de croissance démographique, et d'autre part l'accroissement des besoins sécuritaires, ce qui risque de peser négativement sur la répartition des ressources nationales réservée aux services sociaux de base. Concernant la composante PF de la politique de gratuité des soins, il conviendrait d'approfondir les analyses existantes sur des questions liées aux disparités régionales et/ou de milieu sociologique dans



l'accès à ces prestations, sur les liens entre PF et éducation, sur la stimulation de la demande et sur l'impact de la gratuité des soins sur les progrès du taux d'utilisation de la contraception moderne.

L'appui complémentaire cherche à répondre aux besoins identifiés et à s'adapter au contexte dans un souci d'harmonisation. Par ailleurs, les travaux du Ministère du Plan sur la sous-exécution des dépenses d'investissement<sup>2</sup> et les différents rapports produits par le FMI ont été utilisés, notamment les analyses menées sur la gestion des dépenses qui soulignent la priorité à accorder à la recherche de l'efficacité et à la qualité de la dépense dans le contexte spécifique nigérien<sup>3</sup>. Le bilan de la mise en œuvre des lois de programmation (2008-2012), les revues du PDES et de la SDS ont par ailleurs été également exploitées dans l'analyse.

### **3.2. Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs de fonds**

Dans le domaine de la sécurité, l'action prolongera, au travers des réformes promues et de l'appui complémentaire, les actions du PAJED II relatives à l'appui aux forces de sécurité pour la lutte contre la grande criminalité et les trafics illicites. L'harmonisation de l'aide sera recherchée en inscrivant le programme dans le cadre de la coordination existante dans le domaine de la sécurité et en impliquant systématiquement la mission EUCAP Sahel Niger (secrétariat de la coordination internationale en matière de sécurité au Niger) dans la définition et la mise en œuvre de l'appui complémentaire (sécurité et migration). L'action apparaît par ailleurs complémentaire de l'appui de l'UE et des Nations Unies (NU) à la SDS, au travers du Projet d'Appui au Développement Local dans les Régions du Nord du Niger (PADEL-RNN) mis en œuvre par le Secrétariat Exécutif de la SDS, qui apporte un traitement socio-économique de la sécurité, complémentaire des réformes soutenues par l'appui dans le secteur de la sécurité intérieure et de l'appui aux FDS. Cette complémentarité s'exerce également avec le Programme de Réponse Intérimaire (PRI) de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) qui vise à réduire les risques d'insécurité et à soutenir l'activité économique et sociale dans 61 communes prioritaires du point de vue sécuritaire, ainsi qu'avec la Stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel qui, à l'instar de la SDS et du PRI, met l'accent sur le lien existant entre développement et sécurité. L'action est enfin complémentaire des efforts faits au niveau régional, et notamment l'appui à la stratégie de Développement et de Sécurité du G5 Sahel qui vise à renforcer la politique et la coopération sécuritaires au niveau régional en complétant les efforts des États membres.

Dans le domaine de la justice, l'action capitalisera sur les acquis du PAJED I et II, ainsi que du projet français JUSSEC (Justice et Sécurité) et prolongera leur action, au travers des réformes promues par l'appui budgétaire et de la coopération technique prévue dans l'appui complémentaire, dans les domaines de l'accès au droit et à la justice, du fonctionnement de la chaîne pénale et du développement des capacités de la Chancellerie. L'action prévue sur la chaîne pénale apparaît par ailleurs complémentaire de l'action menée par les USA et la France dans le domaine pénal en matière de traitement des dossiers liés au terrorisme. La politique d'amélioration de l'accès au droit et à la justice promue au travers des activités de l'ANAJJ continuera à bénéficier notamment des appuis du PNUD. L'harmonisation des appuis dans le domaine de la justice sera recherchée au travers de l'appui complémentaire qui visera notamment à renforcer les capacités de gestion de l'efficacité de l'aide par le Ministère de la Justice.

En matière de migration, l'action intervient en complémentarité et en synergie avec le Plan d'Action conjoint résultant du sommet de La Valette, dont elle vise à faciliter la mise en œuvre au travers notamment de l'appui complémentaire. L'action apparaît également en synergie avec le projet d'appui à l'état-civil (approche projet 11<sup>e</sup> FED en préparation) qui, en soutenant la délivrance des actes d'état civil contribuera à améliorer les contrôles de sécurité et des flux migratoires, ainsi qu'avec le projet MIEUX qui appuie l'élaboration de la politique migration du gouvernement.

Des synergies sont aussi certaines dans les secteurs justice, sécurité et migration avec les initiatives qui seront financées par le Fonds Fiduciaire d'Urgence institué lors du sommet de La Valette. Une excellente complémentarité potentielle est en particulier envisagée avec la convention de financement en cours de préparation sous financement du Fonds Fiduciaire, qui vise dans sa composante d'appui

---

<sup>2</sup> Ministère du Plan, de l'Aménagement du territoire et du Développement communautaire, juillet 2013, sur financement du projet de renforcement des capacités (Banque mondiale)

<sup>3</sup> IMF Country Report No. 15/64, - Fiscal policy and development: spending priority in Niger

budgétaire à appuyer le déploiement des administrations régaliennes, particulièrement en zone sahélo-saharienne, et à renforcer les moyens législatifs, humains, matériels et techniques de l'état pour lutter contre la criminalité organisée, les trafics illicites et la traite des êtres humains. La composante d'appui complémentaire de cette convention sera mise en œuvre par le biais du projet "Appui à la Justice et à la Sécurité au Niger" (AJUSEN). Ce dernier, dans le volet porté par l'AFD, se propose de renforcer la présence de l'administration de la justice (et par extension la présence de l'Etat) dans les zones plus exposées à ces activités criminelles, et de soutenir l'ANTLP dans sa capacité à accompagner les victimes de la traite et à mettre en place le fonds d'indemnisation des victimes. Dans le volet relatif à la sécurité intérieure, qui sera mis en œuvre par CIVIPOL, le projet prévoit un appui à l'extension des unités douanières opérationnelles qui luttent contre les trafics illicites et le renforcement des services douaniers, de renseignement et de police/gendarmerie dans leurs missions respectives de contrôle du territoire, d'investigation et de maintien de la sécurité publique dans les zones éloignées et de transit. En fait le projet AJUSEN s'inscrit dans la continuité des projets PAJED et JUSEC, dans la perspective de fournir un appui pour des réalisations ciblées dans les secteurs de la justice et de la sécurité, y compris les douanes. Ces "micro" interventions sur le terrain seront un excellent complément aux interventions sectorielles de niveau "macro" et pourront préparer une stratégie de sortie à l'approche projet qui a été l'instrument utilisé dans le cadre le 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> FED. Une bonne complémentarité des interventions peut avoir certainement un effet multiplicateur sur le renforcement des secteurs ciblés.

En matière de GFP et de statistiques, l'action complète et prolonge le Programme d'appui au système statistique national et à l'état civil (PASTAGEP), et les interventions en appui à la réforme de la GFP soutenu par les PTFs, en particulier Banque mondiale, France et FMI. Elle consolide également les résultats des contrats d'assistance technique en cours dans le domaine de suivi/évaluation des réformes, l'impact informatique des directives UEMOA.

Dans le domaine de la santé, l'action consolidera les acquis de l'appui budgétaire général précédent dans la mise en œuvre de la politique de "gratuité des soins" pour les femmes (certaines prestations) et les enfants en bas âge. Les cadres de coordination des PTF de référence sont ceux de la santé (chef de file UNICEF) et celui sur les questions de population et développement (chef de file UNFPA).

S'agissant de la coordination de l'aide, le leadership gouvernemental n'est pas encore affirmé dans le domaine de la migration. Toutefois, des tentatives de mise en réseau des acteurs sont perceptibles dans ce domaine, avec la mise en place d'un comité interministériel. Il en va de même en ce qui concerne la problématique sécuritaire pour laquelle il existe également un comité interministériel. Au sein de la justice, la coordination est conjointement assurée par le Gouvernement, les bailleurs de fonds et les ONG dans un même cadre (Comité Etat/Partenaires), coprésidé par le Ministère de la Justice et l'Ambassade de France.

En ce qui concerne la coordination des donateurs en matière de finances publiques, le rôle de chef de file est assuré par la Délégation de l'UE. En outre, la mise en place d'un cadre de concertation Etat/PTF pour les programmes d'appui budgétaire est prévu suite à la fusion du Ministère des Finances et du Ministère du Plan. Le partenariat dans le secteur de la santé est régi par un COMPACT pays; la coordination des bailleurs de fonds se fait au travers le cadre de concertation présidé par l'UNICEF en tant que chef de file.

### **3.3. Questions transversales et autres**

La prévention/gestion des conflits : Le Niger est caractérisé par une multiplicité des facteurs de risques de conflits qui compromettent ses efforts de développement. Leur récurrence et leur impact sur la paix et la sécurité ont été mis en évidence par l'analyse des facteurs des conflits réalisée par les Nations Unies en 2014. Les divers mécanismes mis en place pour les prendre en charge se caractérisent par l'absence d'interaction entre eux faute d'un cadre approprié assurant une convergence des actions. La définition d'une approche globale de la sécurité est susceptible d'inverser cette tendance en intégrant nécessairement la prévention des conflits. Par ailleurs, les actions de promotion de l'assistance juridique et judiciaire garantiront la prévention des conflits et une meilleure gestion par la fourniture de l'information juridique et en encourageant leur résolution par des moyens pacifiques.

La lutte contre la corruption : La corruption est un sujet de grande préoccupation au Niger du fait de son ampleur et de son caractère multidimensionnel mis en évidence par les résultats de divers études et rapports. Outre la diminution de la qualité des services et la déstabilisation des choix stratégiques

qu'induit la corruption, celle-ci perturbe aussi l'efficacité des mécanismes de contrôle. Ce dernier point est valable en ce qui concerne notamment la sécurité et la migration, où l'application des mesures de contrôle est parfois sacrifiée sur l'autel du racket systématique.

L'assistance juridique et judiciaire, en informant le citoyen sur ses droits et en l'appuyant pour l'exercice des recours, est susceptible de réduire ces risques. La corruption nuit à l'efficacité de l'action publique. Pour cette raison, la lutte contre la corruption occupe une place prépondérante dans le PDES et dans le Plan de réformes de gestion des finances publiques. C'est ainsi qu'au niveau institutionnel et organisationnel, les activités de lutte contre la corruption et la fraude sont du ressort de plusieurs structures gouvernementales avec des encrages institutionnels divers et variés, notamment la HALCIA (Présidence de la République), la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (Ministère des Finances), la ligne verte du Ministère de la Justice, l'inspection générale d'Etat (Présidence de la République), l'Inspection des Finances (Ministère des Finances), la Direction Générale de la Gouvernance Administrative (Cabinet du Premier Ministre), les Services de justice via les tribunaux et la création d'un pôle économique et financier auprès des tribunaux de grande instance. La HALCIA, créée en 2011, est toujours régie par un décret présidentiel au lieu d'une loi, ce qui lui donnerait davantage d'indépendance. En outre, pour la première fois une stratégie nationale de lutte contre la corruption a été validée en juin 2015 lors d'un atelier national. L'adoption officielle de cette stratégie nationale par le gouvernement d'ici la fin de l'année 2016 serait un signal fort à l'endroit des l'ensemble des acteurs et institutions concernées. Aussi, il est attendu également l'adoption du projet de loi portant organisation et attributions de la HALCIA. Le cadre légal est régit par les dispositions du code pénal, des textes portant attributions des différentes structures de contrôle, du statut de la fonction publique et des statuts autonomes des magistrats et des forces de défense et de sécurité. Dans cette perspective, les politiques à élaborer dans les domaines de la sécurité et de la migration devront prendre en compte la lutte contre la corruption à travers des actions spécifiques comme le renforcement des services d'inspection et des formations sur cette thématique pour policiers et procureurs.

Le genre : En dépit de la ratification par le Niger des conventions internationales qui prônent l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de la mise en place d'une Politique Nationale Genre, ainsi que de l'existence de dispositions constitutionnelles qui vont dans le sens de cette égalité des chances, l'analyse des rapports de genre fait état de disparités significatives en faveur des hommes, comme le montre l'Indice d'égalité de genre (opportunités économiques, développement humain, lois et institutions) qui classe le pays à la 154<sup>ème</sup> place en 2014. Les femmes, en milieu rural notamment, souffrent d'une certaine marginalisation qui réduit leur accès aux opportunités diverses - au point que la pauvreté a un visage féminin au Niger. La prise en compte des questions de genre est pourtant essentielle pour la consolidation de la stabilité économique et le progrès social. En particulier, l'accès par les femmes à l'information juridique et à l'assistance judiciaire en cas de procès permettra à celles-ci de rendre effectifs leurs droits, ce qui est susceptible d'avoir un impact positif sur tous les autres domaines. D'autre part, des politiques visant l'amélioration de l'accès des femmes, en particulier les plus vulnérables, aux services de santé (dont celles liées à la planification familiale), pourront rapprocher davantage les citoyens à l'Etat et ainsi contribuer à la cohésion sociale du pays, et contribuer à relever le défi de la maîtrise démographique. La production et utilisation de données spécifiques par sexe sera promue comme c'est déjà le cas dans le cadre de l'appui au renforcement du système statistique national fourni par le programme d'appui budgétaire en cours.

## **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1. Objectifs/résultats**

L'**objectif global** du programme est d'aider au gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Cet objectif global est en ligne avec les orientations du Programme Indicatif National et avec les axes 1 et 3 de la "Stratégie Sahel" de l'UE (Axes 3 et 4 de son Plan d'Action) et l'Objectif de Développement Durable 16 "*Paix, justice et institutions efficaces*" qui a pour but de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- **OS1:** Accroître la capacité financière du gouvernement (y compris par l'amélioration dans la mobilisation des ressources domestiques) pour maintenir la paix, la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs des politiques à court terme.
- **OS 2:** Soutenir le développement, la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption et l'égalité des genres.
- **OS 3:** Développement des capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales, en particulier dans les domaines des finances publiques, de la sécurité, de la justice, de la migration, et de la prestation des soins de santé.

### **Résultats attendus**

Les résultats attendus de cette intervention sont:

En relation à l'objectif spécifique 1 "Accroître la capacité financière du gouvernement pour maintenir la paix, la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs des politiques à court terme"

- la stabilité macroéconomique et à la résilience face aux chocs exogènes sont renforcées;
- meilleure efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques;
- amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des dépenses publiques;

En relation à l'objectif spécifique 2 "Soutenir le développement, la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption et l'égalité des genres "

- maintien de la paix et de la sécurité;
- la gestion de la migration irrégulière et le soutien à la lutte contre la traite des personnes est améliorée;

En relation à l'objectif spécifique 3 "Développement des capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales"

- l'accès des citoyens au droit et à la justice, en particulier pour les plus démunis; est facilité;
- les performances de la chaîne pénale sont améliorées, ce qui devrait amener aussi une amélioration générale du fonctionnement du secteur judiciaire et carcéral;
- l'affectation de ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base de la santé est garantie.

Ces résultats contribueront ainsi à la réalisation des objectifs spécifiques n°1 et n°2 du PIN qui concernent l'appui à la réforme du système judiciaire pour mieux accomplir sa mission en renforçant sa performance, indépendance, accessibilité et la protection des droits de l'homme ainsi que promouvoir et soutenir une politique de réformes et un cadre stratégique mieux défini pour le secteur de la sécurité intérieure afin d'accroître et renforcer les capacités, le professionnalisme et la redevabilité des services, visant d'abord la restauration de la sécurité pour la population et comprenant leurs fonctions de lutte contre la criminalité organisée et les trafics illicites.

## **4.2 Principales activités**

### **4.2.1 Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront :

- le transfert de 74 000 000 EUR d'appui budgétaire au cours des exercices budgétaires 2016 et 2017;
- un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener, en accordant une attention particulière aux domaines visés par les objectifs du programme;
- des efforts soutenus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP), au travers notamment du programme d'appui complémentaire;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds pour coordonner et mieux aligner la coopération UE au développement afin d'éviter la redondance des activités et d'alléger les obligations de « reportage » qui pèsent sur le gouvernement;
- la surveillance régulière des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire:

- le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le contexte des missions semestrielles du FMI et lors d'autres évaluations pertinentes, ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le FMI;
- les performances en matière de discipline budgétaire et d'exécution budgétaire seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus ou qu'elles n'impactent pas la stabilité macroéconomique globale. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement et les donateurs, dont le FMI;
- le suivi des performances dans le domaine de la GFP sera réalisé sur la base de l'analyse GFP-PEFA, des rapports du FMI/Fonds africain de développement (FAD), conformément à la feuille de route nationale établie pour les réformes de la GFP, et à partir d'autres analyses régulières ou ad hoc provenant du FMI, d'autres partenaires au développement ou organismes pertinents;
- le suivi de la réalisation des principaux objectifs nationaux de développement se basera sur les rapports d'avancement annuels et d'autres évaluations faites par l'UE ou des partenaires au développement;
- le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

#### **4.2.2 Appui complémentaire**

L'action comprend un volet d'appui complémentaire (AC) de 8 000 000 EUR qui aura pour objectif premier de soutenir les processus nationaux internes visant à promouvoir le développement des capacités au niveau individuel, organisationnel et national. Une assistance technique sera recrutée à cette fin. Le cas échéant, cette assistance technique pourra être appelée à remplir d'autres rôles, comme la fourniture de conseils, l'appui à la mise en œuvre et la facilitation ou la préparation de la coopération de l'Union européenne.

Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des principaux groupes cibles à produire des statistiques fiables en temps opportun et à définir des cadres de suivi et de gestion des performances (indicateurs, objectifs-cibles, niveaux de références, mécanismes de rétroaction) pour l'ensemble des politiques visées par l'action.

L'appui visera :

- le développement des capacités de gouvernance et de gestion des politiques et du budget dans les secteurs visés. Il s'agira en particulier de renforcer les capacités ministérielles d'inspection, de coordination, de planification, de programmation, de gestion budgétaire, de production de statistiques fiables et d'indicateurs clefs de suivi, de cadre de mesure et de gestion des performances des ministères concernés. Cet appui complémentaire s'appuiera sur le cadre d'opportunité créé par la LOLF (Loi Organique relative à la Loi des Finances) qui impose la mise en place de nouveaux mécanismes de gestion. Il appuiera également les autorités dans la gestion et le suivi du Plan d'Actions de La Valette.

L'appui complémentaire visera également, en lien avec les objectifs du programme :

- Le développement des capacités de réponse du Ministère de l'Intérieur aux besoins essentiels de la population en matière de sécurité, y compris des études thématiques et la mobilisation de l'assistance technique avec le concours de la mission EUCAP pour le développement des capacités d'analyse, de compréhension et de gestion des menaces sécuritaires.
- La réalisation d'une revue des dépenses publiques dans les principaux secteurs concernés par le programme, les secteurs justice et sécurité.
- La réalisation d'un "National Integrity System Assessment" par Transparency International ou un de ses chapitres nationaux.
- La réalisation d'une évaluation TADAT (Tax administration Diagnostic Assessment Tool), dans la mesure du possible pendant la première année de la mise en œuvre.

- L'appui aux acteurs assurant le bon fonctionnement des mécanismes d'accès à la justice et au Droit. Il s'agit de l'ANAJJ, membres et collaborateurs des Bureaux Locaux d'ANAJJ, partenaires de mise en œuvre de l'assistance juridique, défenseurs commis d'office.
- L'appui aux principaux acteurs assurant le bon fonctionnement de la chaîne pénale. Il s'agit, entre d'autres des chefs de juridiction, magistrats et greffiers des juridictions, régisseurs et agents pénitentiaires et IGSJP.
- L'appui à la gestion des flux migratoires. Appui à fournir dans la gestion du Plan d'Actions de La Valette et du Fonds Fiduciaire d'urgence et au renforcement des capacités de l'ANLTP.
- L'appui au MSP dans le financement équitable de la santé, notamment en ce qui concerne l'impact de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins sur l'organisation et l'accès aux services de santé, en vue de la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle.
- L'appui au monitoring de l'évolution dans l'accès et la qualité de la prestation des services à la population par une organisation ou un consortium d'organisations de la société civile sélectionné après un Appel à Propositions.

#### **4.2.3. Logique d'intervention**

La logique d'intervention consiste à créer un espace budgétaire (via le transfert de 74 000 000 EUR en deux tranches décaissées en 2016 et 2017) permettant d'appuyer à court terme les politiques les plus essentielles de l'Etat (viabilité des finances publiques, politique sécuritaire, sécurité alimentaires, éducation et santé) et à développer simultanément les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans certaines domaines ciblées (sécurité, justice pénale, gestion des migrations, gestion des finances publiques et mobilisation des recettes fiscales, santé) via l'appui aux réformes, l'appui complémentaire et le dialogue sur les politiques. Ceci afin de parvenir à moyen terme à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources, à une meilleure qualité de la dépense publique et à une meilleure coordination et gestion de l'aide extérieure (particulièrement dans le domaine de la sécurité).

Les critères d'éligibilité et indicateurs de décaissement feront l'objet d'un suivi rapproché, tel qu'a déjà été fait pour le programme d'appui budgétaire général précédent, qui permettra en même temps d'identifier les avancées réalisées dans les réformes sectorielles qui seront promues et appuyées par le programme. Toutefois, ce suivi ne remplace pas le dialogue sur les politiques sectorielles, beaucoup plus large et inclusive, et qui aura lieu dans les cadres de dialogue déjà existants ou bien dans des nouveaux cadres de concertation qui seront créés autour du programme, comme par exemple pour la migration. Les politiques visant l'égalité des genres et les droits de femmes ont été prises en compte dans la préparation du programme, au niveau des indicateurs et des domaines prioritaires d'intervention, elles seront aussi un élément essentiel du dialogue sectoriel et politique de haut niveau autour de l'appui budgétaire.

L'appui complémentaire servira à soutenir en même temps le renforcement des capacités de l'état pour bien mener à terme les réformes sectorielles ainsi que pour un appui plus transversal dans des sujets clé pour l'efficacité de l'action gouvernementales tels que la mobilisation des ressources internes et la lutte contre la corruption.

La logique d'intervention est en synergie avec les engagements politiques du gouvernement à court terme et les processus de réforme en cours dans les domaines visés qui constituent autant de cadres d'opportunités sur lesquels appuyer le programme, notamment, la mise en œuvre de la politique économique et financière du gouvernement, la mise en œuvre des réformes UEMOA, la politique justice, la sécurité, le programme de lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites, le programme de développement durable pour la prévention, la lutte contre la migration irrégulière, et la politique d'accès financier des couches plus vulnérables aux services de santé.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de Partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### **5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire**

Les montants alloués au titre de l'appui budgétaire sont de 74 000 000 EUR. Ils reposent en premier lieu sur l'identification d'un besoin de financement important de l'Etat pour renforcer les fonctions vitales de l'appareil d'Etat (sécurité, contrôle des frontières, justice, santé, gestion des finances publiques). Les montants alloués contribueront également à conforter ainsi la stabilité macro-économique menacée par l'impact des problèmes sécuritaires sur l'investissement, la croissance, la viabilité de la dette et les finances publiques en général.

#### **5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Sociale 2012 – 2015, prorogé jusqu'à fin 2016, ainsi que du plan de développement qui viendra le remplacer à partir de 2017; maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Programme de Réforme des Finances Publiques intérimaire pour l'année 2016 ainsi que du plan de réformes qui devra être adopté à la suite de l'évaluation PEFA prévue en 2016;
- Progrès satisfaisant en ce qui concerne la mise à disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables portent sur les domaines suivants: mobilisation des ressources internes; lutte contre la corruption et les infractions assimilées; capacités des forces de sécurité intérieure; chaîne pénale; inspection des services dans le secteur de la justice; assistance juridique et judiciaire; gratuité des soins et la planification familiale.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### 5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA(XOF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement. Les décaissements seront effectués selon une tranche fixe et variable annuelle par an en 2016 et 2017 d'après le calendrier indicatif suivant.

Période indicative de décaissement	Quatrième trimestre 2016	Quatrième trimestre 2017	Montant total
Tranche fixe	22 000 000 EUR	22 000 000 EUR	<b>44 000 000 EUR</b>
Tranche variable	15 000 000 EUR	15 000 000 EUR	<b>30 000 000 EUR</b>
<b>Montant total</b>	<b>37 000 000 EUR</b>	<b>37 000 000 EUR</b>	<b>74 000 000 EUR</b>

### 5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

#### 5.4.1. Subventions: appel à propositions "Monitoring citoyen de la qualité et l'accès aux services de l'état"(gestion directe).

- a) *Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés* : L'objectif spécifique est de mettre en place un large système national de monitoring de la qualité et l'accès aux services que l'état et ses structures déconcentrées et décentralisées sont censés de fournir aux citoyens afin d'évaluer les avancées dans le développement des capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales, ainsi que la consolidation de la gouvernance démocratique.
- b) *Conditions d'éligibilité*: Les soumissionnaires seront des consortia ou des organisations individuelles de la société civile avec expérience dans le domaine de la gestion des finances publiques, la transparence budgétaire et suivi de la lutte contre la corruption au Niger et qui soient capables de gérer un réseau national d'information à la base.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE de la subvention sera de 300 000 EUR. La durée indicative du contrat issu de l'appel à proposition est de 36 mois.

- c) *Critères de sélection et d'attribution essentiels* : Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur. Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.
- d) *Taux maximal de cofinancement* : Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 100%, au vue de la faible capacité des acteurs.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

- e) *Période indicative pour le lancement de l'appel*: 1er trimestre 2017

#### 5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)

Les principaux objectifs sont de contribuer à la mise en œuvre des réformes de l'UEMOA et leur impact informatique, le suivi de la gratuité des soins, le renforcement des capacités organisationnelles et managériales des ministères chargés de la justice et de l'intérieur, la lutte contre la corruption et la mobilisation des ressources domestiques. L'identification de ces mesures n'est pas finalisée mais on peut citer à titre d'exemple les activités contenues dans le tableau ci-après.



Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique long et court terme auprès du Ministère de l'Intérieur	Services	1	2017Q1
Assistance technique long et court terme auprès du Ministère de la Justice	Services	1	2017Q1
Assistance technique relative à l'impact informatique de la mise en place des directives UEMOA	Services	3	2017Q2
TADAT (Tax administration Diagnostic Assessment)	Services	1	2017Q2
"National Integrity System Assesment"	Services	1	2017Q2
Revue de dépenses publiques sectorielles	Services	3	2017Q1
Etude sur le financement équitable de la santé	Services	1	2017Q3

### 5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

### 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
<b>5.3 Appui budgétaire</b>	<b>74 000 000</b>
<i>Tranches Fixes</i>	<i>44 000 000</i>
<i>Tranches Variables</i>	<i>30 000 000</i>
<b>5.4 Appui complémentaire</b>	<b>7 500 000</b>
<i>5.4.1 Subventions (gestion directe) "Monitoring citoyen de la qualité et l'accès aux services de l'état"</i>	<i>300 000</i>
<i>5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)</i>	<i>7 200 000</i>
<b>5.9 Évaluation</b>	<b>150 000</b>
<b>5.10 Audit</b>	<b>150 000</b>
<b>5.11 Communication et Visibilité</b>	<b>100 000</b>
<b>Provision pour imprévus</b>	<b>100 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>82 000 000</b>

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Le suivi du programme aura lieu dans le cadre d'un comité de pilotage présidé par l'Ordonnateur national, en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Justice et Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Education Civique. La Délégation siège au Comité de Pilotage du Programme en qualité d'observateur. Le Comité de Pilotage se réunit une fois par an.

Globalement, le suivi du programme est assuré, de façon régulière, par le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Cellule Union européenne, en collaboration avec les départements pertinents du Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Justice et Ministère de l'Enseignement Primaire, ainsi que les autres structures concernées par cet appui.

A ce titre, un groupe technique restreint pour le suivi des appuis budgétaires, y compris sa composante d'appui institutionnelle, sera mis en place, réunissant les représentants du Ministère de l'Economie et des Finances dont la Cellule Union européenne, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Enseignement Primaire et de la Délégation de l'UE. Ce groupe de travail se réunira régulièrement afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du programme et en particulier d'examiner et de finaliser les requêtes de décaissement.

Dans le cadre de l'appui complémentaire, il est prévu la mobilisation d'Assistance technique en faveur du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Justice, en vue d'appuyer les autorités dans l'atteinte des objectifs du programme.

L'appui au Ministère de l'Intérieur, consistera en la mise en place d'une assistance techniques long terme qui comprendra un chef d'équipe, avec un profil expert en gestion des finances publiques et politiques publiques, chargé d'impulser, en lien avec le Ministère de l'Economie et des Finances, la mise en œuvre de la LOLF, la budgétisation de la politique du ministère en matière de sécurité, le renforcement de fonctions support ainsi que l'efficacité de l'aide au ministère. Il appuiera également, via la mobilisation d'expertise court terme, le renforcement des capacités de réponse opérationnelles de la Direction des Migrations pour appuyer le renforcement des capacités dans la gestion des flux migratoires et la mise en œuvre et le suivi du plan d'action conjoint de La Valette. L'appui complémentaire permettra de financer des ateliers et séminaires de formation, ainsi que l'acquisition d'outils informatiques.

L'appui au Ministère de la Justice consistera en une assistance technique long terme qui aura pour principale mission d'accompagner le ministère dans la mise en œuvre de la LOLF au sein du ministère. Par cette action la mise en place des budgets programmes et du dispositif de gestion et de mesure des performances sera aussi assurée. Elle assurera également la cohérence de l'appui perlé auprès de l'ANAJJ et de l'ANLTP.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants. Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du contexte sécuritaire et humanitaire du Niger et de la sous-région.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux personnes ressources de l'administration concernées par l'action.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre pendant le premier semestre de 2020.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre pendant le premier semestre de 2020.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la DUE, et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

<b>Objet</b>	<b>Type</b>	<b>Nombre indicatif de contrats</b>	<b>Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure</b>	<b>Montant total</b>
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	1	2018Q1	100 000 EUR

## APPENDICE – Liste indicative des indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire)

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base	2016	2017	Source
<b>Objectifs globaux</b>	Aider le gouvernement du Niger à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	1.1. Le statut du Nouveau programme FMI  1.2. Progrès dans l'atteinte des objectifs PDES 2016-2020 en matière de réduction de la pauvreté	Programme FEC (FMI) finalise en 2016  Nouveau PDES en cours d'élaboration	  Taux de pauvreté <45%	Adoption nouveau programme FMI  Amélioration de 2 points dans le taux de pauvreté	Rapports Conseil d'Administration FMI  Rapports annuels de mise en œuvre du PDES
<b>Objectifs spécifiques</b>	OS1: Accroître la capacité financière du gouvernement (y compris par l'amélioration dans la mobilisation des ressources domestiques) pour maintenir la paix, la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs des politiques à court terme.  OS2: Soutenir le développement, la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption et l'égalité des genres.	<b><u>GFP</u></b> - Modernisation applications informatiques pour accroissement recettes douanières  - Montant des recettes fiscales et douanières  - Statut de la politique nationale et de la loi de lutte contre la corruption  <b><u>Sécurité</u></b> - Adoption d'une politique crédible et pertinente en matière de sécurité intérieure	Processus de modernisation des procédures douanières est en cours  Calcul exonérations en cours par DGI et DGD  Stratégie élaboré et adoptée par atelier  Inexistence stratégie sécurité	Système de transit électronique à Maradi et Zinder    Adoption stratégie   Arrêté de création du comité chargé de l'élaboration	  28% pour l'exercice 2016 (hors sécurité)  Adoption projet de loi instituant HALCIA  Décret portant sur la stratégie	Attestation de conformité de la DGD et de l'OMD  TOFE 2016 à fin décembre 2016  Copie du texte du document adopté et lettre transmission à l'Assemblée  Copies textes légaux  Rapports cadre dialogue

	OS3: Développer des capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales, en particulier dans les domaines des finances publiques, de la sécurité, de la justice et de la prestation des soins de santé.	<b>Justice</b> - Pourcentage de prévenus sur la population carcérale - Nombre de juridictions où le cadre de concertation juridictionnel est mis en place - Statut du référentiel des inspections des juridictions et des services pénitentiaires - Nombre d'inspections de juridictions et d'établissement pénitentiaires - Nombre de personnes bénéficiaires de prestations d'assistance juridique (désagréé selon le sexe) **	59,6 % à fin 09.2015 Dispositions légales non appliquées Réorganisation de l'inspection Générale Référentiel à approuver en 2016 1.646 prestations en 01- 09.2015	Rappel des dispositions légales 5 Adoption référentiel pour les inspections + 20%	nationale de sécurité 55% 10 Inspections de 10 juridictions + 10 maisons d'arrêt + 15%	Rapports de la DG Prisons Comptes rendus du cadre de concertation Arrêté d'adoption du référentiel des inspections Rapports d'inspection Rapports de l'ANAJJ
		<b>Santé</b> - Remboursement factures ordonnancées en n-1 correspondantes à la "gratuité des soins" - Taux d'utilisation de la contraception moderne	100% en 2014 18%	90%	95%	Etats DGTCP relatifs à la "gratuité des soins"

<p>La stabilité macroéconomique et la résilience face aux chocs exogènes sont renforcées</p> <p>Meilleure efficacité des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statut de la feuille de route pour la mise en œuvre de la LOLF</li> <li>- Statut du programme de réformes des finances publiques post 2015</li> </ul>	<p>LOLF adoptée</p> <p>PRGFP intérimaire 2016</p>	<p>Adoption feuille de route</p>	<p>Adoption PRGFP 2017-2020</p>	<p>Arrêtés d'adoption</p>
<p>Maintien de la paix et de la sécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre des recommandations de la Revue des Dépenses de Sécurité</li> <li>- Statut du diagnostic et du plan d'action conjoint Etat/partenaires pour l'efficacité de l'aide au secteur sécurité</li> </ul>	<p>Pas de suite à la revue de dépenses</p> <p>Coordination Etat/PTFs inexistante</p>		<p>Définition d'un cadre de mesure des performances</p> <p>Plan d'action approuvé par Min. Int.</p>	<p>Arrêtés et décrets signés</p> <p>Arrêté ministériel</p>
<p>L'accès des citoyens au droit et à la justice est rendu plus facile, en particulier pour les plus démunis</p> <p>Les performances de la chaîne pénale sont améliorées, ce qui devrait amener aussi une amélioration générale du fonctionnement du secteur judiciaire et carcéral</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration du budget en programmes</li> <li>- Statut du Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses du Ministère</li> <li>- Statut du dispositif de gestion des performances en matière d'assistance juridique et judiciaire</li> <li>- Statut du Programme « administration pénitentiaire » (au sens LOLF/DPPD)</li> <li>- Statut du dispositif de gestion des performances en matière pénitentiaire</li> </ul>	<p>Budget format "classique"</p> <p>Cadre sectoriel inexistante</p> <p>Inexistante</p> <p>Inexistante</p> <p>Inexistante</p>	<p>Mise en place CDMT</p>	<p>Budget par programmes</p> <p>Adoption dispositif</p> <p>Adoption Programme</p> <p>Adoption dispositif</p>	<p>Loi des Finances 2017</p> <p>Rapports PRGFP</p> <p>Arrêté signé</p> <p>Loi de Finances</p> <p>Arrêté signé</p>

	La gestion de la migration irrégulière et le soutien à la lutte contre la traite des personnes est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du nombre de postes de contrôle frontalier</li> <li>- Nombre d'antennes régionales de l'ANLTP dédiées à l'écoute et l'assistance aux victimes de la traite</li> <li>- Adoption d'une politique crédible et pertinente en matière de Migration</li> </ul>	<p>Seulement 3 postes sur 8 prévus ont été mis en place.</p> <p>1 seule antenne régionale (Zinder)</p> <p>Inexistante</p>	<p>3 antennes régionales installées</p> <p>Adoption cadre de concertation</p>	<p>5 nouveaux postes installés et connectés</p> <p>Adoption stratégie nationale</p>	<p>Rapports du Ministère de l'Intérieur et d'EUCAP</p> <p>Rapport d'activités du Min. Justice</p> <p>Décision du Comité Interministériel ou du Conseil des Ministres</p>
	L'affectation de ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base de la santé est garantie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statut de l'Etude sur le financement équitable de la santé (évaluation de la politique de gratuité des soins)</li> <li>- Statut de l'étude sur la planification familiale</li> </ul>	<p>Etude non réalisé</p> <p>Etude non réalisé</p>		<p>Etude adopté</p> <p>Etude validée</p>	<p>Rapport final approuvé</p> <p>Rapport final approuvé</p>
<b>Produits directs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement du volume d'aide extérieure disponible dans le budget national</li> <li>- Renforcement de la prévisibilité de l'aide</li> <li>- Coûts de transaction réduits pour l'apport d'aide</li> <li>- Dialogue sur les politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de de décaissements d'appui budgétaire effectués en respectant le calendrier</li> <li>- Statut du comité de coordination sur les appuis budgétaires</li> <li>- Existence de cadres formels de dialogue sur les politiques du gouvernement et l'efficacité de l'aide dans les domaines ciblés</li> </ul>	<p>Paielements irréguliers</p> <p>Comité inexistant</p> <p>Dialogue non structuré</p>	<p>Création comité</p>	<p>Calendrier accordé avec Finances</p> <p>Tenue des revues sectorielles et du PDES</p>	<p>Comptes Rendus des réunions de concertation</p> <p>Arrêté création comité</p> <p>Comptes Rendus et rapports des réunions</p>